



Assemblée générale

Distr. générale
10 octobre 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session
Point 136 de l'ordre du jour
Amélioration de la situation financière
de l'Organisation des Nations Unies

Situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un bilan de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies au 30 septembre 2023 et des données qui actualisent celles figurant dans le précédent rapport du Secrétaire général ([A/77/530/Add.1](#)).

La situation au regard du budget ordinaire, du budget des opérations de maintien de la paix et de celui des tribunaux pénaux internationaux y est examinée à l'aune de quatre grands indicateurs financiers, à savoir le montant des contributions mises en recouvrement, le montant des contributions non acquittées, la situation de trésorerie et le total des montants dus aux États Membres qui fournissent des contingents ou du personnel de police aux opérations de maintien de la paix.

Dans sa résolution [76/272](#), l'Assemblée générale a décidé de prélever 100 millions de dollars sur le montant des fonds non dépensés du budget ordinaire pour 2021 qui auraient dû être portés au crédit des États Membres et de l'affecter à l'augmentation du Fonds de roulement, à titre exceptionnel et sans créer de précédent. La décision d'augmenter les réserves de liquidités du budget ordinaire donne à l'Organisation des moyens accrus pour limiter l'effet des crises financières sur ses opérations, mais il reste impératif de s'attaquer aux retards de paiement et au non-paiement des contributions pour remédier de manière plus durable aux problèmes de liquidités. L'année 2023 a commencé avec un bon solde de liquidités et un plus grand nombre d'États Membres se sont acquittés plus tôt dans l'année de l'intégralité des sommes dont ils étaient redevables au regard du budget ordinaire, mais les recouvrements ont été inférieurs aux estimations tout au long de l'année et les encaissements n'ont représenté que 63,9 % du budget total à la fin de septembre. Il s'agit du taux de recouvrement le plus bas des cinq dernières années. Les pressions exercées sur les liquidités ont été exacerbées au troisième trimestre de 2023 en raison de l'évolution des habitudes de paiement de certains États Membres, de l'augmentation des indemnités de poste versées aux administrateurs recrutés sur le plan international et des taux de vacance effectifs qui ont été inférieurs aux taux de



vacance approuvés. Pour faire face à l'évolution de la crise de liquidités, le Secrétaire général a dû restreindre provisoirement les recrutements depuis la mi-juillet et compléter ces mesures, à la fin de septembre, par des restrictions partielles sur les objets de dépense autres que les postes, de sorte que les traitements et les prestations puissent être payés et les obligations envers des tiers respectées. Les sommes recouvrées au dernier trimestre de 2023 détermineront les perspectives non seulement pour 2023 mais aussi pour l'année suivante. Malgré les mesures prises par les directeurs et directrices de programme pour en atténuer les effets négatifs, les restrictions pesant sur les dépenses entravent la gestion du budget, l'exécution des programmes et la mise en œuvre du mandat.

En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, dans sa résolution 73/307, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'envoyer les avis de mise en recouvrement des contributions dues au titre des opérations de maintien de la paix pour l'intégralité de l'exercice budgétaire et décidé que les restrictions pesant sur le prélèvement d'avances internes sur les comptes des missions en cours seraient levées pendant trois ans afin d'améliorer la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix et de faciliter le règlement dans les meilleurs délais des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Dans sa résolution 76/272, elle a demandé que l'on utilise en premier lieu le Fonds de réserve pour le maintien de la paix pour emprunter des liquidités pour les opérations de maintien de la paix en cours, en conservant 40 millions de dollars afin de soutenir de nouvelles missions et l'élargissement de missions existantes, fin initialement prévue pour le Fonds. Elle a également prolongé de cinq ans le recours aux prélèvements d'avances internes entre les missions en cours. Toutefois, au cours de l'exercice 2022/23, le solde des liquidités combiné de toutes les opérations en cours a atteint l'un des niveaux les plus bas depuis des années et n'a pas suffi à rembourser les montants trimestriels dus au titre du matériel appartenant aux contingents, dont le paiement aurait dû intervenir en juin 2023.

La décision prise par le Conseil de sécurité de fermer la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pourrait également réduire la capacité de gérer en commun la trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours. Ces dernières années, la MINUSMA a été le principal bailleur de fonds des missions en cours. Dans la mesure où elle cesse ses activités, elle ne sera plus en mesure de participer à l'accord de gestion commune de la trésorerie et ne pourra plus ni prêter de fonds ni en emprunter.

La situation de trésorerie des tribunaux pénaux internationaux en fin de mois est restée positive depuis trois ans. Dans sa résolution 76/272, l'Assemblée générale a noté la possibilité d'employer en dernier recours les excédents inscrits aux comptes des tribunaux qui avaient fermés pour pallier les manques de liquidités temporaires au titre du budget ordinaire, dans le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Il est probable que ces excédents constitueront une bouée de sauvetage pour les opérations financées au moyen du budget ordinaire au dernier trimestre de 2023 et potentiellement par la suite.

La santé financière de l'Organisation est tributaire du versement en temps voulu par les États Membres de la totalité des sommes dont ils sont redevables. Pour que l'Organisation puisse exécuter avec efficience l'intégralité de son programme de travail, il est impératif que les États Membres l'appuient financièrement en la dotant d'un budget réaliste et en versant leurs contributions en temps voulu, de sorte que sa situation financière et l'exécution du budget soient stables et prévisibles pendant toute l'année. En outre, si l'on veut rendre les paiements plus prévisibles et donc améliorer l'efficacité de la gestion financière de l'Organisation, il est essentiel que les États

Membres communiquent les dates auxquelles ils comptent s'acquitter de leurs contributions ou s'engagent à effectuer des versements à une date donnée. Le Secrétariat est résolu à utiliser efficacement et rationnellement les ressources qui lui sont confiées et à communiquer aux États Membres des informations à ce sujet de la façon la plus transparente possible. Le solde de fin d'année sera fonction des versements qu'effectueront les États Membres qui n'ont pas encore acquitté l'intégralité de leurs contributions au budget de l'Organisation dans les délais.

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport des données sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies qui actualisent celles que le Secrétaire général a présentées à l'Assemblée générale dans son précédent rapport ([A/77/530/Add.1](#)), de même qu'un bilan des indicateurs financiers au 30 septembre 2023, date limite pour la présentation de ces informations, par rapport à la situation au 30 septembre 2022.
2. La situation financière de l'Organisation est examinée à l'aune de quatre grands indicateurs, à savoir le montant des contributions mises en recouvrement, le montant des contributions non acquittées, la situation de trésorerie et le total des montants dus aux États Membres qui fournissent des contingents ou du personnel de police aux opérations de maintien de la paix.

II. Situation financière au 30 septembre 2023

3. Le Secrétaire général a continué de dialoguer activement avec les États Membres au sujet de la situation de trésorerie de l'Organisation. Les décisions prises par l'Assemblée générale dans sa résolution [76/272](#) ont constitué une étape majeure en ce qu'elles sont allées dans le sens des demandes du Secrétaire général relatives à l'apport d'ajustements structurels visant à remédier aux problèmes systémiques qui pèsent sur la situation financière de l'Organisation. Ces ajustements structurels ont certes été utiles, mais ils ne sont manifestement pas suffisants et la stabilité financière d'ensemble est tributaire du versement dans les délais et de manière prévisible des sommes dont les États Membres sont redevables. Le présent rapport fait le point sur la situation au 30 septembre 2023.

A. Budget ordinaire

4. Pour que l'Organisation puisse gérer ses décaissements et planifier ses dépenses, il importe que les montants versés par les États Membres au titre des contributions dont ils sont redevables et les dates de ces versements soient prévisibles. Comme les montants encaissés tous les mois au titre du budget ordinaire continuent de fluctuer considérablement chaque année, il est malaisé d'engager des fonds en toute sécurité pour exécuter le budget dans les meilleures conditions. Couplée au fait que d'importantes contributions sont reçues en fin d'année civile, cette situation financière difficile impose une gestion prudente des liquidités pour que les dépenses soient modulées en fonction des rentrées de fonds pendant toute l'année de sorte que la continuité des opérations ne soit pas compromise. Cette situation entrave les recrutements et l'exécution des activités prévues, ce qui nuit par contrecoup à l'exécution des programmes et des mandats.
5. Au début de 2023, le montant des contributions non acquittées s'élevait à 330 millions de dollars, soit 104 millions de dollars de moins qu'au début de 2022. Le montant des contributions mises en recouvrement pour 2023 s'élève à 2,989 milliards de dollars, soit 55 millions de dollars de plus qu'en 2022. L'année a commencé avec une situation de trésorerie saine, mais les recouvrements ont été inférieurs aux estimations tout au long de l'année. Les montants qui ont été recouvrés au premier trimestre ont été inférieurs de 18 millions de dollars aux estimations. À la fin du deuxième trimestre, ils étaient inférieurs de 69 millions de dollars aux prévisions. Bien que les recouvrements aient pris du retard, aucune mesure d'économie n'a été prise, car le solde des liquidités était satisfaisant. Toutefois, à la mi-juillet, il est devenu manifeste que la situation se détériorait plus que prévu, en raison du changement des habitudes de paiement de certains États Membres, de

l'incidence de l'augmentation des indemnités de poste versées aux administrateurs recrutés sur le plan international et du fait que les taux de vacance effectifs étaient inférieurs aux taux de vacance approuvés. Le Secrétaire général a donc décidé de faire preuve de prudence et de restreindre provisoirement les recrutements pour faire face à l'évolution de la situation. Cependant, les montants recouvrés sont restés sensiblement inférieurs aux prévisions au troisième trimestre. Il a fallu emprunter l'intégralité du montant du Fonds de roulement en août pour payer le personnel. Malheureusement, les recouvrements en septembre n'ont pas atteint le niveau escompté, et l'écart s'est creusé pour atteindre 216 millions de dollars à la fin du mois. Le Secrétariat devra donc emprunter la totalité du montant du Compte spécial en octobre, et les seules liquidités restantes dont il pourra se servir seront celles des tribunaux pénaux internationaux qui ont fermé et qui se montent à 130 millions de dollars environ. Au 30 septembre 2023, le montant des contributions reçues s'établissait à 1,97 milliard de dollars, soit 227 millions de dollars de moins qu'au 30 septembre 2022. Le taux de recouvrement à la fin septembre 2023 s'établissait à 63,9 % seulement, contre 71,9 % en 2022, soit le taux le plus faible en cinq ans. Le montant des contributions non acquittées au 30 septembre 2023 s'élevait à 1,35 milliard de dollars, ce qui représente une hausse de 178 millions de dollars par rapport au montant enregistré au 30 septembre 2022.

6. Le solde de fin d'année dépendra fortement de la date des versements et du montant des contributions versées au quatrième trimestre. Le montant des contributions versées déterminera si les arriérés en fin d'année sont supérieurs ou inférieurs à ceux de l'année précédente, tandis que la date des versements déterminera si le déficit de trésorerie maximal enregistré pendant l'année dépassera le montant record atteint en 2019. Il sera également important de recevoir un montant plus élevé en novembre qu'en décembre, comme en 2019 et 2021, car plus les contributions sont reçues tôt, moins il y a d'incertitude concernant les dépenses qui peuvent être engagées au dernier trimestre. L'Organisation n'est pas en mesure d'assurer une bonne exécution du budget si les fonds ne sont reçus qu'au cours du dernier mois de l'année, comme en 2022 où 636 millions de dollars ont été encaissés en décembre, ou pire encore dans les dernières semaines ou dans les derniers jours de l'année, situation qui s'est produite en 2020 où plus de 300 millions de dollars ont été encaissés dans les 10 derniers jours de l'année.

7. Les mesures d'austérité appliquées ces dernières années ont aidé à accroître les liquidités, ce qui a permis d'assurer la continuité des activités et d'atténuer les risques de perturbations dues à l'épuisement de toutes les réserves de liquidités, y compris les excédents de trésorerie des missions dont le mandat est terminé. Grâce à ces mesures, le déficit de trésorerie du budget ordinaire s'est produit de plus en plus tard chaque année : des emprunts ont été faits au Fonds de roulement en mai 2018, puis en juillet 2019, en septembre 2020 et en novembre 2021. En 2022, l'Organisation a puisé dans le Fonds de roulement en septembre, mais en 2023, elle a dû le faire dès le mois d'août. Le montant des emprunts a diminué depuis 2019, mais un renversement de cette tendance est attendu en 2023 ; malgré l'augmentation du Fonds de roulement, il est possible que toutes les réserves de liquidités, et peut-être même l'excédent de trésorerie des tribunaux pénaux internationaux qui ont fermés, soient épuisées. Les restrictions des dépenses imposées ces dernières années ont certes permis d'éviter une crise de trésorerie et la perturbation des opérations, mais elles ont aussi pesé sur l'exécution du budget et des mandats. Plusieurs activités et produits ont été reportés ou annulés. En 2021, malgré l'assouplissement des restrictions en matière de recrutement et de dépenses opéré en mai, l'Organisation a enregistré son plus faible taux d'exécution du budget depuis 2010. En 2022, aucune restriction des dépenses n'a été nécessaire et le taux d'exécution du budget a atteint près de 99,3 %. Malheureusement, en 2023, les recrutements ont dû être provisoirement restreints à

partir de la mi-juillet et les dépenses autres que le coût des postes ont également été partiellement réduites à partir de la fin septembre. Ces restrictions auront évidemment un effet préjudiciable sur l'exécution des programmes et des mandats, même si les directrices et directeurs de programme s'emploient à en atténuer les effets, en particulier sur les travaux des organes intergouvernementaux. La décision prise par les États Membres d'augmenter de 100 millions de dollars le montant du Fonds de roulement à titre exceptionnel était opportune et utile, mais la situation actuelle montre qu'elle ne permet pas de remédier totalement aux retards ou au manque de prévisibilité des paiements effectués par les États Membres.

8. Au 30 septembre 2023, 137 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire, soit six de plus qu'au 30 septembre 2022. En 2023, le nombre d'États Membres ayant versé l'intégralité de leurs contributions entre mai et août n'a jamais été aussi élevé depuis 2001. Le Secrétaire général remercie les États Membres qui se sont pleinement acquittés de leurs obligations financières au titre du budget ordinaire et invite instamment les autres États Membres à suivre leur exemple. Le solde de fin d'année sera fonction des versements qui auront été faits par les États Membres qui n'ont pas encore versé leurs contributions au budget ordinaire ou qui ne les ont pas intégralement acquittées. Au total, 146 États membres ont versé l'intégralité de leurs contributions en 2022 et 153 en 2021, soit le chiffre le plus élevé depuis 2010.

B. Opérations de maintien de la paix

9. L'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix, qui court du 1^{er} juillet au 30 juin, ne correspond pas à l'année civile, et les contributions sont mises en recouvrement séparément pour chaque opération pour la période pour laquelle le mandat a été approuvé par le Conseil de sécurité. Selon l'article 3.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les contributions au titre des opérations de maintien de la paix sont dues et exigibles en totalité dans les 30 jours suivant la réception des avis de mise en recouvrement. Dans sa résolution [73/307](#), l'Assemblée générale a décidé, après avoir examiné les propositions formulées par le Secrétaire général en vue d'améliorer la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (voir [A/73/809](#)), que celui-ci devrait envoyer les avis de mise en recouvrement des contributions dues au titre des opérations de maintien de la paix pour l'intégralité de l'exercice budgétaire, lesquels indiqueraient le montant estimatif du budget pour la période pour laquelle le mandat n'aurait pas encore été approuvé par le Conseil de sécurité (période hors mandat), étant entendu que ce montant serait considéré comme dû dans les 30 jours qui suivraient la date de prise d'effet de la prorogation du mandat de l'opération de maintien de la paix.

10. Au 30 septembre 2023, le montant mis en recouvrement pour les opérations de maintien de la paix était d'environ 3,6 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire 2023/24 et le montant total des contributions reçues s'élevait à environ 2,6 milliards de dollars. À la même date, le montant des contributions non acquittées s'établissait à environ 3,3 milliards de dollars, contre 3,7 milliards au 30 septembre 2022.

11. Il ressort de l'examen des contributions non acquittées par opération au 30 septembre 2023 que le montant de 3,3 milliards de dollars englobe environ 2,8 milliards de dollars au titre des missions en cours et 509 millions au titre de missions dont le mandat est terminé. En ce qui concerne les missions en cours, 1,9 milliard de dollars porte sur des montants mis en recouvrement pour l'exercice 2023/24 et environ 822 millions de dollars, sur des montants mis en recouvrement pour l'exercice 2022/23 ou pour des exercices antérieurs.

12. Au début de l'exercice 2023/24, le Secrétaire général a écrit aux États Membres pour les prévenir que l'Organisation ne disposerait que d'une réserve d'un mois pour les opérations de maintien de la paix en cours si elle remboursait les montants restant dus au titre du matériel appartenant aux contingents en juillet 2023. Il a indiqué que les arriérés en fin d'année étaient passés de 2 113 millions de dollars en juin 2022 à 2 272 millions de dollars à la fin de juin 2023, soit 36 % du montant des contributions mis en recouvrement pour 2022/23. Il s'est également dit préoccupé par le fait que l'Organisation risquait d'être contrainte de différer le remboursement des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police afin d'éviter de perturber le fonctionnement des opérations de maintien de la paix, ce qui entraînerait une augmentation des montants dus à ces pays à la fin du mois de juin, qui passeraient de 19 millions de dollars à 224 millions de dollars. Il a de nouveau demandé qu'une solution durable soit trouvée et engagé les États Membres à verser les sommes dont ils étaient redevables le plus tôt possible.

13. Le Secrétaire général tient à remercier les 41 États Membres qui, au 30 septembre 2023, s'étaient acquittés de l'intégralité de leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix. Ces États sont moins nombreux qu'au 30 septembre 2022 (deux de moins).

14. Le montant mis en recouvrement en juillet 2023 pour la période hors mandat¹ (jusqu'au 30 juin 2024) s'élevait à 2,8 milliards de dollars. Après la mise en recouvrement des contributions, des États Membres ont effectué, à titre volontaire, des versements anticipés de 76 millions de dollars en juillet, de 601 millions de dollars en août et de 6 millions de dollars en septembre 2023 pour les périodes hors mandat. Associée à la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution [73/307](#) d'autoriser les prélèvements d'avances entre les missions en cours, la réception de contributions pour les périodes hors mandat a eu des effets positifs sur la situation globale de trésorerie des opérations de maintien de la paix, ce qui a facilité le règlement de sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

15. En tout, 14 États Membres ont versé l'intégralité de leurs contributions au budget des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, y compris la période hors mandat. Le Secrétaire général remercie ces États Membres pour les sommes supplémentaires versées aux opérations de maintien de la paix.

16. Au 30 septembre 2023, le montant total des liquidités disponibles pour les opérations de maintien de la paix – missions en cours, missions terminées et Fonds de réserve pour le maintien de la paix – s'élevait à environ 2,2 milliards de dollars. En vertu du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds ne peut être utilisé que pour la création de nouvelles missions ou l'élargissement d'opérations existantes. Par sa résolution [76/272](#), l'Assemblée générale a demandé que l'on utilise en premier lieu le Fonds, à titre de mécanisme visant à atténuer les problèmes de trésorerie des opérations de maintien de la paix, pour emprunter des liquidités pour les opérations en cours, en conservant 40 millions de dollars pour soutenir de nouvelles missions et l'élargissement de missions existantes, fin initialement prévue pour le Fonds. Les liquidités de chaque mission sont inscrites sur un compte distinct, conformément aux instructions de l'Assemblée, et des prélèvements d'avances entre les missions sont opérés lorsque

¹ Période pour laquelle le mandat n'a pas encore été prorogé par le Conseil de sécurité, mais pour laquelle le Secrétaire général est autorisé, en vertu de la résolution [73/307](#) de l'Assemblée générale, à envoyer des avis de mise en recouvrement.

cela se révèle nécessaire, comme l'Assemblée l'a autorisé par sa résolution 73/307 (autorisation qui a été prorogée dans la résolution 76/272).

17. Les années précédentes, le solde de trésorerie des opérations de maintien de la paix terminées était utilisé à titre temporaire pour le financement d'activités relevant du budget ordinaire, qui ne pouvaient se poursuivre sans cela. Toutefois, en application de la résolution 76/280 de l'Assemblée générale, cette source de liquidités supplémentaires ne sera plus disponible puisque le solde de trésorerie aura été restitué aux États Membres en 2023. À la place, comme prévu dans la résolution 76/272, il sera possible d'employer en dernier recours les excédents inscrits aux comptes des tribunaux pénaux internationaux fermés pour pallier les manques de liquidités temporaires au titre du budget ordinaire, dans le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

18. Au 30 septembre 2023, les sommes à rembourser aux États Membres s'élevaient à 37 millions de dollars au titre du matériel appartenant aux contingents pour les missions en cours, à 11 millions de dollars au titre du matériel appartenant aux contingents pour l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et à 30 millions de dollars au titre du matériel appartenant aux contingents pour les missions terminées. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport à la situation qui régnait au 30 juin 2023, date à laquelle, faute de liquidités, il n'a pas été possible de rembourser 205 millions de dollars dus au titre du matériel appartenant aux contingents pour les opérations de maintien de la paix en cours, le solde de trésorerie collectif des missions en cours ayant atteint son niveau le plus bas depuis de nombreuses années. Au 30 septembre 2023, les remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents et au titre des contingents et des unités de police constituées étaient à jour pour toutes les missions jusqu'au 30 juin 2023, sauf en ce qui concerne la MINUSMA, pour laquelle ils étaient à jour jusqu'au 31 mars 2023, et pour la MINUAD, pour laquelle ils étaient à jour jusqu'au 31 mars 2021. Dans sa résolution 73/307, l'Assemblée générale a approuvé le principe de la gestion commune des soldes de trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours (pratique qu'elle a prorogée par sa résolution 76/272), mais a aussi prié le Secrétaire général de veiller à ce que ce mode de gestion ne nuise pas à l'exécution du mandat des missions prêtes. La MINUSMA et la MINUAD étant en cours de clôture, elles n'ont pas bénéficié de prêts provenant des liquidités gérées en commun, compte tenu du risque de retard dans le remboursement de ces prêts. Les 30 millions de dollars restant à payer aux États Membres pour les missions dont le mandat est terminé seront réglés, conformément à la résolution 76/280 de l'Assemblée, dès réception des instructions des États Membres concernés.

19. Le Secrétaire général tient toujours à ce que l'Organisation s'acquitte le plus rapidement possible, autant que le permet sa trésorerie, de ses obligations envers les États Membres qui fournissent des contingents et du matériel. Le Secrétariat continuera donc à suivre de près la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix de façon à verser aux États Membres le montant le plus élevé possible compte tenu des liquidités et des données disponibles. Pour que l'Organisation soit en mesure de procéder à ces versements, il faudra toutefois que les États Membres s'acquittent de leurs obligations financières intégralement et en temps voulu et que les mémorandums d'accord concernant le matériel soient signés rapidement avec les pays qui fournissent des contingents.

C. Tribunaux pénaux internationaux

20. Au 30 septembre 2023, le montant des contributions non acquittées pour les tribunaux pénaux internationaux s'élevait à 60 millions de dollars, soit 5 millions de

dollars de moins que l'année précédente. Ce montant se décompose comme suit : 6 millions de dollars au titre du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 21 millions de dollars au titre du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et 33 millions de dollars au titre du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

21. Au 30 septembre 2023, 111 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au titre du financement des activités des tribunaux, soit 4 de plus qu'au 30 septembre 2022. Le Secrétaire général les remercie de l'appui qu'ils apportent aux activités des tribunaux et invite instamment les autres États à s'acquitter de leurs contributions dès que possible.

22. La situation de trésorerie des tribunaux en fin de mois est positive depuis trois ans. Le solde de fin d'année sera fonction des versements que les États Membres auront continué de faire pendant les derniers mois pour honorer leurs obligations financières à l'égard des tribunaux. Dans sa résolution 76/272, l'Assemblée générale a noté la possibilité d'employer en dernier recours les excédents inscrits aux comptes des tribunaux pénaux internationaux fermés pour pallier les manques de liquidités temporaires au titre du budget ordinaire. Ces excédents pourraient être une bouée de sauvetage pour les opérations financées au moyen du budget ordinaire en 2023 et potentiellement par la suite.

III. Conclusions

23. Le Secrétaire général tient à saluer tout particulièrement les 40 États Membres ci-après, qui, au moment de l'établissement du présent rapport, avaient réglé la totalité de leurs contributions dues et exigibles : Algérie, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Croatie, Espagne, Éthiopie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Mozambique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchad, Tchéquie et Tuvalu.

24. La santé financière de l'Organisation demeure tributaire du versement en temps voulu par les États Membres de la totalité des sommes dont ils sont redevables. Pour que l'Organisation puisse exécuter avec efficience l'intégralité de son programme de travail, il est impératif que les États Membres l'appuient financièrement en la dotant d'un budget réaliste et en versant leurs contributions en temps voulu, de sorte que les flux de trésorerie soient stables et prévisibles pendant toute l'année. Les États Membres ont accepté d'utiliser une partie de l'excédent de 279 millions de dollars qui aurait dû leur être remboursé en 2023 pour augmenter de 100 millions de dollars le montant du Fonds de roulement à partir de janvier 2023. L'Assemblée générale a également donné son accord à l'utilisation en dernier recours des excédents de trésorerie inscrits aux comptes des tribunaux pénaux internationaux dont le mandat s'est achevé pour pallier les manques de liquidités temporaires au titre du budget ordinaire et approuvé, dans une autre résolution, la restitution du solde de trésorerie des missions terminées. Elle a en outre approuvé le fait que la trésorerie des missions en cours continue d'être gérée en commun pendant cinq ans et qu'une partie du Fonds de réserve pour le maintien de la paix soit utilisée à des fins de gestion des liquidités des opérations de maintien de la paix.

25. Malgré ces mesures, il a fallu restreindre les dépenses engagées au titre du budget ordinaire depuis juillet 2023 et en juin 2023 il n'a pas été possible de rembourser en totalité les sommes dues au titre du matériel appartenant aux contingents. Du fait de ces problèmes de liquidités, l'Organisation est contrainte de délaisser l'exécution des programmes au profit de la gestion des liquidités. Le

Secrétariat continuera de surveiller de près les flux de trésorerie et de dialoguer avec les États Membres pour atténuer le risque que la crise de trésorerie fait peser sur les opérations.

26. Le Secrétaire général tient également à souligner qu'il importe que les États Membres communiquent les dates auxquelles ils comptent s'acquitter de leurs contributions ou s'engagent à effectuer des versements à une date donnée, car il s'agit là d'informations essentielles pour assurer une gestion financière efficace de l'Organisation. Il est déterminé à utiliser efficacement et rationnellement les ressources qui lui sont confiées et à fournir des informations aux États Membres de la façon la plus transparente possible et continuera de surveiller de près les flux de trésorerie afin d'atténuer les risques de perturbation liés à des changements dans les habitudes de paiement des États Membres. Cependant, une gestion financière saine, une bonne exécution du budget et une exécution efficace du mandat dépendent de la situation de trésorerie.
